

Les propositions d'Alliance VITA pour participer au Grand Débat National

1° MATERNITÉ ET POLITIQUE FAMILIALE

- On observe un recul constant de l'âge de la maternité, qui s'accompagne d'une explosion de l'infertilité, liée bien souvent à des maternités trop tardives. Par ailleurs, nous faisons l'expérience, dans nos services d'écoute, que de nombreuses femmes ne peuvent poursuivre leur grossesse pour des raisons économiques, mais aussi bien souvent à cause des normes sociales qui pèsent sur la maternité : un enfant trop tôt, trop rapproché... Nous demandons au gouvernement de prendre des mesures fortes pour soutenir et encourager les femmes dans leur maternité et leur permettre de concilier maternité et vie professionnelle ou maternité et études.
- Les chiffres de la démographie sont alarmants. En 2018, la natalité a chuté pour la 4ème année consécutive, et elle s'accompagne d'une baisse de la fécondité sous le niveau de renouvellement des générations. Depuis quelques années, les aides prévues par la politique familiale ont été systématiquement réduites ou remises en question. Il est temps de remettre des moyens dans une politique familiale ambitieuse, qui soutienne les familles dans leur projet de parentalité, à la fois par des incitations fiscales (réévaluation du quotient familial) et le développement des aides (universalité des allocations familiales, PAJE..)

2° DÉPENDANCE ET FIN DE VIE

- Le vieillissement de la population est devenu une des questions majeures pour notre pays. Plus de 10% des plus de 80 ans seraient dépendants, et leurs familles peuvent se retrouver dans l'impossibilité de payer leur prise en charge à domicile ou en EHPAD, extrêmement coûteuse. Comme cela a été annoncé par le gouvernement, nous demandons qu'une nouvelle loi soit votée rapidement afin de financer la dépendance et promouvoir la solidarité entre les générations.
- Aujourd'hui, la France accuse un retard important dans l'offre de soins palliatifs, avec de très grandes inégalités entre les régions, alors que des pressions de plus en plus fortes s'exercent pour légaliser l'euthanasie, risquant de pousser les personnes les plus fragiles vers la sortie. Le dernier plan de soins palliatifs (2016-2018) était largement insuffisant pour répondre aux besoins. Nous demandons un plan ambitieux pour développer les soins palliatifs, afin d'accompagner au mieux les Français dans leur fin de vie, en particulier les personnes les plus vulnérables.